



REFONDONS L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE

Les élèves au cœur de la refondation

Atelier : La valorisation de l'enseignement professionnel

Contribution de la CGT Educ'action

La réforme du Bac pro 3 ans, mise en place depuis 2009 est un échec, ce que confirme le rapport publié par l'IGEN.

Les principaux défauts de cette réforme dénoncée par notre organisation syndicale, bien avant sa mise en place, se sont aujourd'hui vérifiés avec la baisse du nombre de bacheliers diplômés de la session 2012, première promotion issue de cette réforme.

En accord avec ce constat, nous sommes par contre en total désaccord avec les « solutions » apportées par la « rénovation de la voie professionnelle » qui a été menée depuis 4 ans. Celle-ci aboutit aujourd'hui à une dégradation de l'enseignement professionnel et, indiscutablement, à une augmentation du nombre d'abandons lors de la première année de scolarisation dans la voie professionnelle. Aujourd'hui, 6 élèves sur 10 seulement vont au bout de leur cursus.

Pour la CGT Educ'action, il est donc indispensable de revenir sur la réforme du bac pro 3 ans si l'on veut réellement atteindre les objectifs affichés, à savoir réduire significativement le nombre de sorties des jeunes sans qualification et revaloriser la voie professionnelle. Pour favoriser la réussite de tous les élèves engagés dans cette voie, il est nécessaire de mettre en place **des parcours différenciés vers le baccalauréat professionnel qui doit pouvoir se préparer en 3 ans mais aussi en 4 ans.** Car si nous étions contre sa généralisation, nous n'étions pas opposés au bac pro en 3 ans.

La spécificité des élèves entrant dans la voie professionnelle doit être prise en compte. Les sections BEP ont permis à des générations d'élèves de se « revaloriser » : il faut garder cet acquis pour ceux qui en ont toujours besoin. La CGT Educ'action souhaite que le cursus soit repensé dans son ensemble et dans la durée. Il s'agit de donner aux élèves en difficulté, le temps nécessaire à la reconstruction. Il faut respecter le rythme d'acquisition des élèves et rendre possibles des changements d'orientation, d'où la nécessité de classes passerelles et de temps d'étude supplémentaires. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit certainement pas d'abaisser le niveau de formation.

Le CCF met en place le parcours individualisé des élèves et tire les niveaux vers le bas. Il masque l'année qui a disparu avec la réforme et conduit à une adaptation maison des diplômes au niveau des élèves mettant ainsi en cause la valeur nationale du diplôme.

Il s'avère chronophage et dépossède les enseignants de leur cœur de métier, qui est la transmission des savoirs, générant une énorme souffrance chez les enseignants soumis à une forte pression. Notre organisation syndicale, sans être opposée au CCF, condamne le tout CCF et demande à ce que les modalités de validation du Bac Pro 3 ans soient revues.

La réforme du Bac Pro 3 ans a également allongé les périodes de formation en entreprise (PFMP). Aujourd'hui celles-ci sont trop longues. Il est indispensable de revenir à des périodes plus courtes (16 semaines au lieu de 22 actuellement), de manière à conserver le caractère professionnalisant permettant une bonne insertion mais aussi un bon niveau de culture générale pour envisager la poursuite d'études ou la formation continue une fois salarié. De plus, la CGT Educ'action demande que ces périodes de formation soient rémunérées ou que les lycéens se voient attribuer une allocation d'études qui

leur permettrait une réelle autonomie et ainsi freinerait la concurrence entre la voie professionnelle sous statut scolaire et l'apprentissage.

L'augmentation de sections d'apprentissage (UFA) dans les LP pose également problème. Nous demandons l'arrêt de l'implantation de ce type de section dans les LP et le retour des filières supprimées sous statut scolaire.

La mixité des publics dans les classes est source de contraintes pour les enseignants et, dans certains cas, de difficultés pour les élèves.

La CGT Educ'action considère, en effet, que la voie professionnelle sous statut scolaire doit être traitée à égale dignité avec les deux autres voies de la formation initiale et ne pas être soumise à une concurrence forcenée de l'apprentissage.

La mixité des cursus, sous statut scolaire au départ et en apprentissage pour finir, n'est pas plus acceptable à nos yeux.

Le cursus vers le BTS doit lui aussi être repensé. Il va y avoir un afflux important de bacheliers professionnels vers ces sections. Les capacités d'accueil dans les sections BTS devront être augmentées pour y répondre. Il faut également donner la possibilité à ces élèves de poursuivre leur scolarité avec une réelle possibilité de réussite au BTS. Il est nécessaire, dans ce cas, de prévoir un accueil spécifique des élèves issus de Bac Pro, en favorisant la création de classes types adaptation pour permettre la mise à niveau dans certaines matières lorsqu'elle s'avère nécessaire.